

Bamako, Mali, 14 novembre (Infosplusgabon) - Au total, 460 jeunes maliens emprisonnés en Guinée par les autorités de ce pays, dans l'affaire dite "QNET" viennent de regagner leur pays, dans des bus affrétés par le ministère en charge des Maliens de l'Extérieur, a-t-on appris, jeudi, auprès du Haut conseil des Maliens de l'Extérieur (HCME).

La même source explique que du 1er au 7 novembre dernier, une mission d'assistance du ministère des Maliens de l'Extérieur s'est rendue en Guinée pour appuyer l'ambassade du Mali et le Conseil de base des Maliens de l'extérieur de ce pays afin d'obtenir la libération des Maliens détenus dans les prisons guinéennes suite à ce qu'on peut appeler l'affaire "QNET".

"QNET" est une société qui recrute pour une vente en ligne selon un système de parrainage qui amène la personne recrutée à payer la somme de 500.000 F CFA, à signer un contrat et à faire inscrire deux autres moyennant la même somme chacune. Après cette étape, il est promis à la personne recrutée un bonus et un compte activé dans lequel sera versée, toutes les semaines, la somme de 135.000 F CFA.

"Comme les gains promis deviennent de plus en plus importants en fonction des personnes inscrites, beaucoup de jeunes, croyant trouver le filon d'or, se sont laissé prendre. Ce sont 460 Maliens, essentiellement des jeunes, qui ont été pris dans la nasse", a révélé, mercredi, devant la presse locale, le président du Haut conseil des Maliens de l'Extérieur, Habib Sylla.

Habib Sylla dira que les autorités guinéennes n'ont pas toléré le regroupement de personnes inconnues dans des maisons isolées, dans les périphéries de Conakry, la capitale guinéenne et dans d'autres localités de ce pays qui partage des longues frontières avec la Mali surtout à une période où des troubles à connotation politique étaient en cours en Guinée.

Raison pour laquelle des Maliens ont été interpellés et emprisonnés à la Maison d'arrêt central de Conakry et aussi à Dubreka, Kankan et Siguiri, a ajouté M. Sylla qui a remercié les autorités guinéennes pour la compréhension et la diligence dans le traitement de ce dossier.

Dans l'affaire "QNET", des investigations doivent être menées pour retrouver les auteurs des extorsions de fonds afin qu'ils subissent la rigueur de la loi, ont souhaité les responsables du HCME qui invite le gouvernement malien à plus de vigilance et le démantèlement de tous les réseaux dont les activités, créées à des fins d'exploitation et de spoliation, poussent les jeunes à l'exode.

FIN/INFOSPLUSGABON/MPU/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon